

leur ambassadeur à Bagdad. De plus un représentant des services armés américains siégeait à la Commission militaire. Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, les membres du pacte ont exprimé leur appréciation au sujet des mesures prises par les États-Unis pour établir une liaison politique et militaire permanente avec le Conseil et suivre de près son activité économique.

Coopération économique

L'une des caractéristiques de la première réunion du Conseil fut l'importance attachée à la coopération économique. On décida qu'une Commission économique serait établie afin de développer et de renforcer les ressources économiques et financières de la région. Cet organisme devait notamment étudier les moyens de faire servir à tous les pays membres l'expérience acquise dans le domaine de la mise en valeur et de discuter les problèmes communs sur une base régionale avec la Banque internationale, l'Organisation mondiale de la santé, le FISE et autres institutions spécialisées. Le Conseil s'est dit satisfait des progrès économiques pratiques déjà accomplis, notant par exemple que le Royaume-Uni avait décidé de prêter assistance à l'Irak en aidant à constituer une réserve d'or de 5 millions de livres au cours des deux prochaines années et en recourant à d'autres formes de coopération économique. Le Royaume-Uni a également offert, à la réunion de Bagdad, d'aider les pays du pacte dans l'application des techniques atomiques, en tenant compte tout spécialement des problèmes locaux et régionaux. On a clairement établi que cette assistance ne porterait que sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. L'offre a été bien accueillie du Conseil, qui a chargé la Commission économique d'en étudier l'application pratique.

Tenue à Bagdad les 10 et 11 janvier 1956, la réunion pour la mise sur pied de la Commission économique groupait des observateurs des États-Unis ainsi que des représentants des États membres. Il fut convenu de faire des études particulières sur divers sujets, tels les suivants: relations commerciales, communications, agriculture, entreprises conjointes de mise en valeur, formation technique et hygiène. La Commission a décidé de proposer l'établissement, avec l'aide britannique, d'un centre d'études atomiques à Bagdad pour le bénéfice de tous les pays membres.

A sa deuxième réunion tenue à Téhéran en avril dernier, le Conseil ministériel a adopté le rapport de la Commission économique, précisant qu'il fallait « en appliquer les recommandations sans délai ». Les fins économiques du pacte ont été de nouveau mises en lumière. Le Conseil a décidé d'établir un groupe de travail avec mission d'examiner les moyens de mettre en œuvre, après étude et grâce à une assistance économique et technique, certains projets économiques régionaux intéressant au moins deux États membres. Le délégué des États-Unis à la Commission économique a réaffirmé l'intention de son pays de continuer, toujours sur une base bilatérale, l'aide économique et technique aux membres du pacte, ajoutant que les autorités américaines étudieraient la possibilité de collaborer à certains travaux entrepris conjointement par des pays membres.

On a reconnu en même temps que les buts fondamentaux du communisme international n'avaient pas changé et qu'on ne pouvait pas relâcher les efforts tendant à renforcer le potentiel défensif des puissances du pacte.

Il a été entendu que la prochaine réunion du Conseil ministériel se tiendrait à Karachi en janvier 1957. En fait, le Conseil est censé être en session continue et chaque gouvernement membré y maintient un représentant sup-